



EVALUATION DES IMPACTS DU COVID-19 SUR LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES REFUGIES URBAINS

YAOUNDE ET DOUALA
AVRIL 2020

Préface

Face à l'ampleur de la pandémie de coronavirus dont le premier cas est confirmé au Cameroun le 6 mars 2020, suivi de la déclaration d'urgence sanitaire, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés est passé à la phase d'alerte précoce en intensifiant l'information, la sensibilisation sur les mesures barrières de prévention décrétées par l'Etat.

Dans le souci majeur d'apporter une réponse adéquate d'urgence basée sur des données socioéconomiques fiables, le HCR en partenariat avec l'ONG Plan International a conduit une évaluation des impacts de COVID-19 sur les moyens de subsistance des réfugiés en milieu urbain.

Le présent rapport retrace les impacts néfastes et précise les mesures d'urgence dont certaines méritent que je m'y attarde un peu. **93%** des ménages réfugiés sont confrontés à des problèmes pour couvrir leurs besoins alimentaires quotidiens. En outre, **79%** des réfugiés (correspondant à environ 11.000 réfugiés) sont déjà en chômage car la quasi-totalité d'entre eux sont des travailleurs journaliers ou travaillent dans l'économie informelle.

18.745 ménages réfugiés et de demandeurs d'asile développent déjà des mécanismes d'adaptation négatifs pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. Les enfants réfugiés ont été également particulièrement touchés par les mesures restrictives car toutes les écoles ont été fermées.

Enfin, la quasi-totalité des réfugiés urbains vivent dans des quartiers pauvres, insalubres, dans des conditions de promiscuité élevée, avec peu d'accès à l'eau potable, les prédisposant ainsi à la propagation du virus.

Les résultats ont permis d'identifier une priorité immédiate, un transfert unique en espèces de **30.000 XAF** pour une période de 3 mois, afin de couvrir principalement les besoins alimentaires pour tous les ménages réfugiés, tout en envisageant une approche de développement à long terme en travaillant en complémentarité avec d'autres acteurs humanitaires.

Le Gouvernement a inclus les réfugiés dans le plan national d'urgence, à moyen et long terme en cours d'élaboration avec l'appui du Système des Nations Unies.

La clé du succès réside dans l'esprit de coopération qui règne entre toutes les parties prenantes face à cette pandémie.

Olivier Guillaume Beer
Représentant du HCR au Cameroun

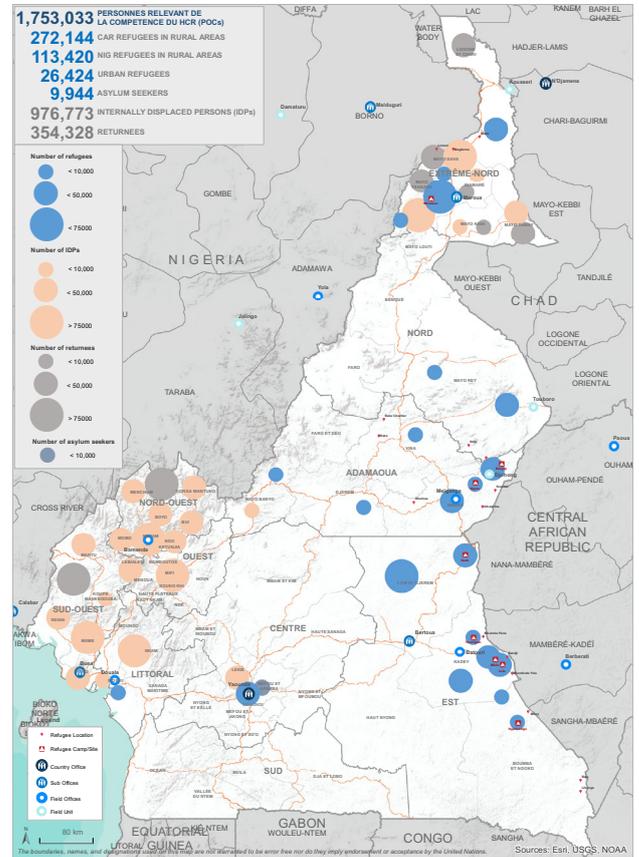
Introduction

La pandémie de coronavirus (COVID-19) a des conséquences négatives notamment sur l’environnement socio-économique, culturel et financier du Cameroun. Elle affecte plus particulièrement les personnes déplacées (réfugiés, demandeurs d’asile, personnes déplacées internes) surtout en milieux urbains où la contamination semble être plus importante avec des mesures de restrictions plus rigoureuses.

Le Cameroun accueille près de 420.000 réfugiés et demandeurs d’asile composés majoritairement de Centrafricains et de Nigériens, parmi lesquels 36.525, de 41 nationalités différentes, vivent en milieux urbains (Yaoundé et Douala). Les réfugiés en milieux urbains vivent dans des conditions très précaires. Cette situation s’aggrave de jour en jour avec la diminution progressive de l’aide, devenue difficile à mobiliser, mais aussi pourrait devenir catastrophique avec la pandémie de coronavirus (COVID-19). Dans le cadre de sa réponse sociale d’urgence au COVID-19, les priorités du HCR sont d’anticiper et d’atténuer les effets de la pandémie sur les moyens de subsistance des réfugiés et populations d’accueil.

C’est pour cela que le HCR a conduit une évaluation socioéconomique rapide des impacts du COVID-19 sur les moyens de subsistance des réfugiés en milieux urbains afin d’apporter une réponse d’urgence. Le présent rapport présente les principales observations de l’enquête menée du 30 mars au 7 avril 2020 auprès de 151 informateurs-cles réfugiés de Yaoundé et de Douala, ainsi que le plan de réponse d’urgence et à moyen terme.

PERSONNES RELEVANTS DE LA COMPÉTENCE DU HCR AU CAMEROUN



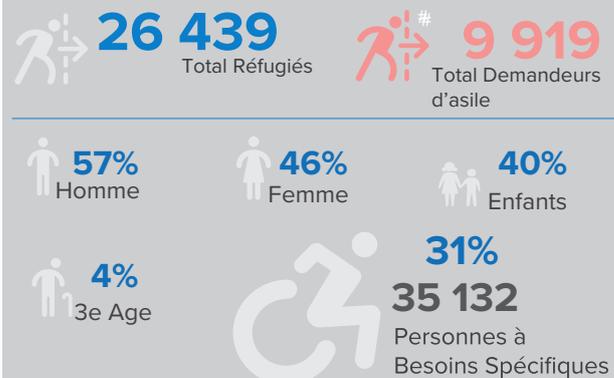
Objectif de l'évaluation

L’objectif principal de l’enquête est d’évaluer les conséquences socioéconomiques de la pandémie de COVID-19 sur les moyens de subsistance des réfugiés vivant en milieux urbains, d’apprécier leurs capacités de résilience en cas de confinement total et de proposer un plan de réponse d’urgence et à moyen terme.

Les objectifs spécifiques sont de :

- Identifier les secteurs d’activités (formel et informel) dans lesquels les réfugiés exercent leurs activités quotidiennes ;
- Identifier lesquels des secteurs d’activités sont les plus affectés et quelles sont les conséquences sur les moyens de subsistance ;
- Proposer un plan de réponse pour atténuer les chocs et renforcer la résilience des réfugiés.

CHIFFRES CLES DU PPG URBAIN



Méthodologie

L'étude combine deux approches complémentaires pour mieux décrire la situation :

- Documentation pertinente ;
- Enquête sur le terrain.

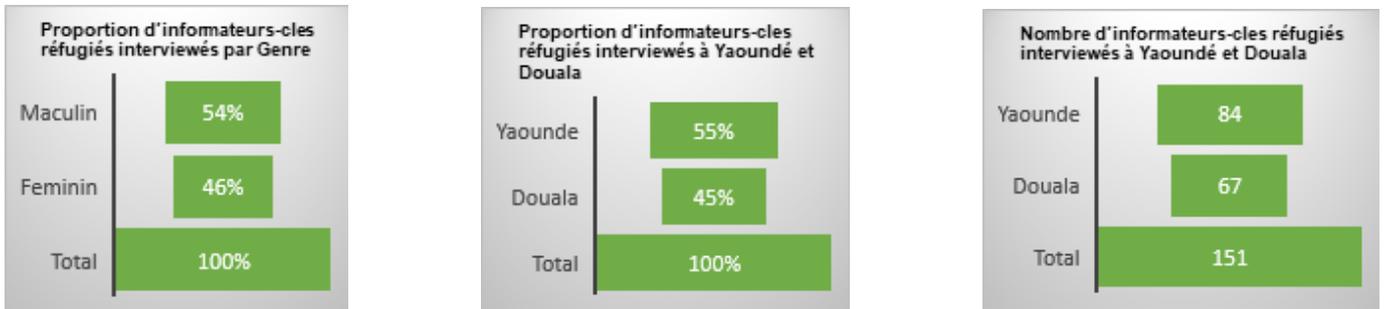
La collecte des données est faite par smartphone en utilisant KoboCollect.

Pour disposer de données auprès des réfugiés, un questionnaire spécifique a été élaboré et testé, avant d'être administré par téléphone en raison de la restriction de mouvement adoptée. 151 informateurs-cles à Yaoundé et Douala ont été interviewés par cinq enquêteurs.

Principaux résultats

Profils des informateurs-cles

Graphique 1. Le profil de la population réfugiée interviewée



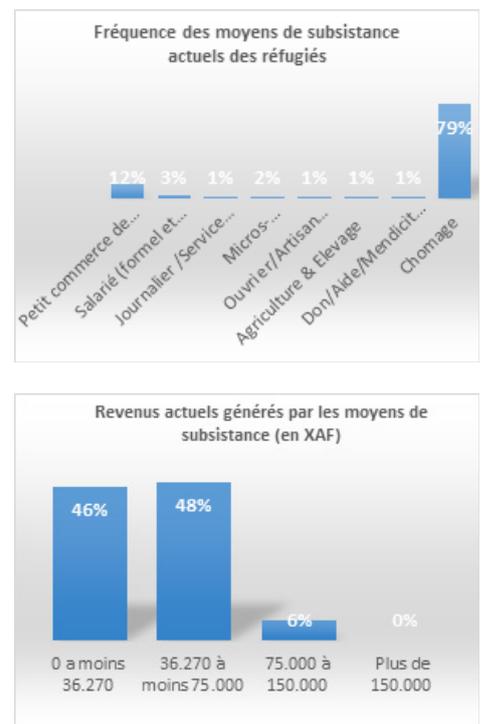
Note : 151 informateurs-cles réfugiés ont été interviewés dont 55% à Yaoundé et 45% à Douala. 46% sont de sexe féminin et 54% de sexe masculin. 54% des réfugiés sont mariés, 38% sont des célibataires et 6% veuf/veuves. La taille moyenne des ménages est de 5 ; 3 individus de la famille ont moins de 18 ans et 3 sont des filles/femmes.

Graphique 2. Moyens de subsistance actuels des réfugiés pendant le COVID-19

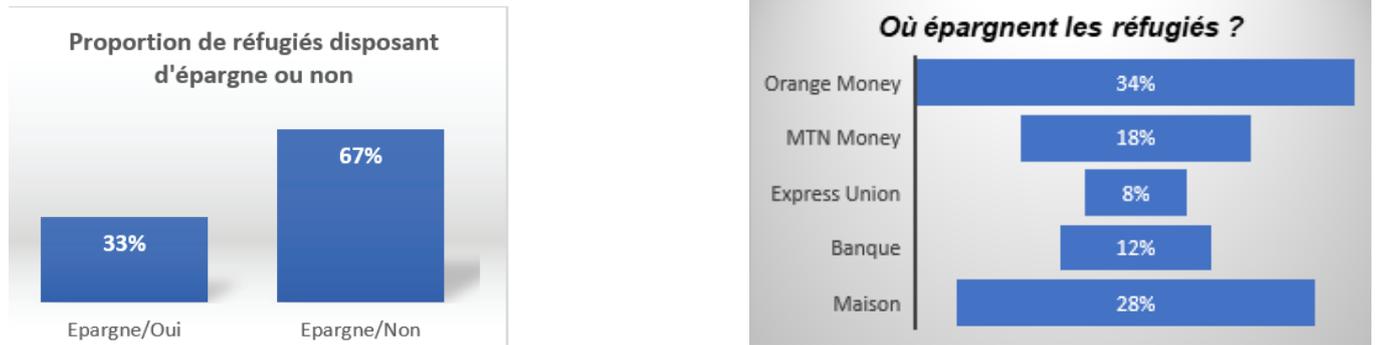
Note :

Au début de cette pandémie, alors que le Gouvernement a instauré des mesures restrictives préventives contre la contamination de COVID-19, 79% des réfugiés en milieux urbains sont déjà au chômage, 12% continuent de faire du petit commerce de denrées, 3% sont des salariés informels et formels (relais communautaires payés par le partenaire Plan International Cameroun), 1% pratique l'agriculture urbaine et péri-urbaine et 2% autres détiennent des boutiques de vente de produits divers.

Quant au revenu généré par ces activités, 46% des réfugiés sont en dessous du seuil du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) qui est de 36.270 XAF par mois (60,45 USD/mois), 48% ont un revenu variant entre 36.270 à 75.000 XAF. Très peu de réfugiés (6%) ont un revenu compris entre 75.000 et 150.000 XAF.

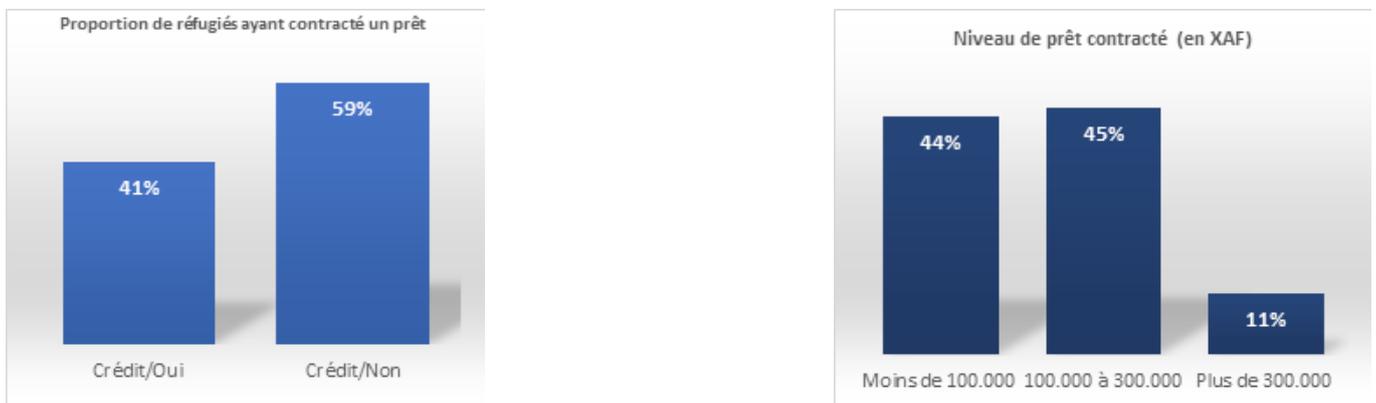


Graphique 3. Niveau d'épargne pendant la pandémie de COVID-19



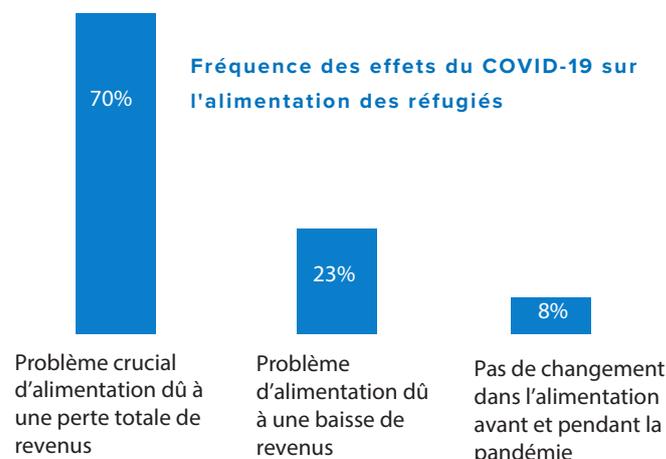
Note : Les revenus générés avant la pandémie de COVID-19 ont permis à seulement 33% de réfugiés de faire de l'épargne en nature (26%) ou en espèce (74%). Ces derniers ont épargné au niveau de comptes mobile money (52%), d'Express Union et d'une institution de microfinance (8%) ; 28% préfèrent garder leur épargne à la maison. L'épargne en nature est constituée pour la plupart de stocks de céréales (77%) et d'animaux (13%).

Graphique 4. Accès aux crédits pendant la pandémie de COVID-19



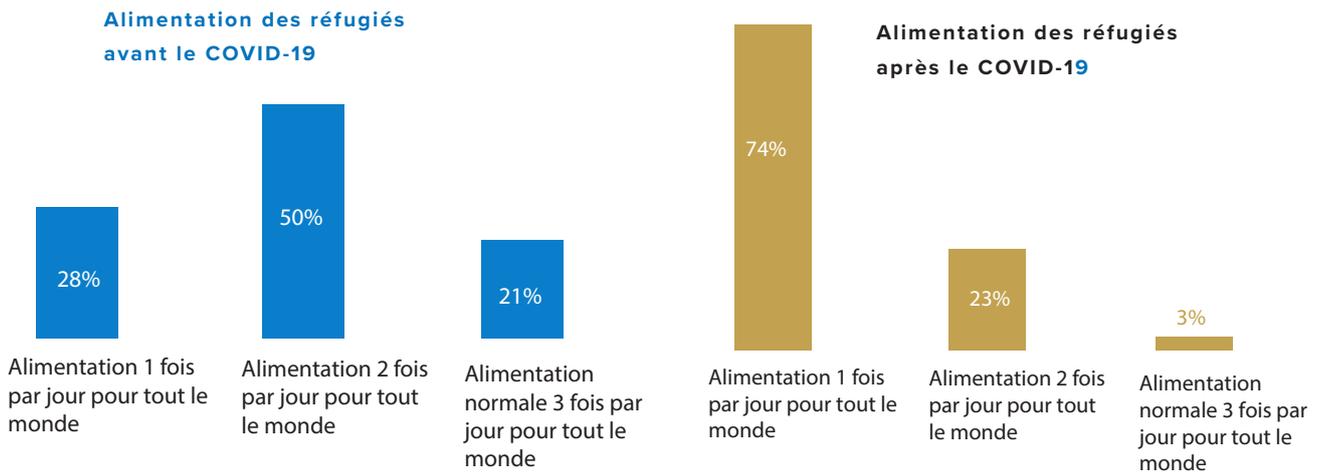
Note : 41% des réfugiés ont recours aux prêts pour subvenir à leurs besoins. 44% de ceux-ci ont reçu des prêts représentant 3 fois le SMIG, 45% près de 10 fois le SMIG du Cameroun, contractés auprès des commerçants (44%), des amis (31%) et des banques (25%).

Graphique 5. Conséquence de la pandémie de COVID-19 sur l'alimentation des réfugiés



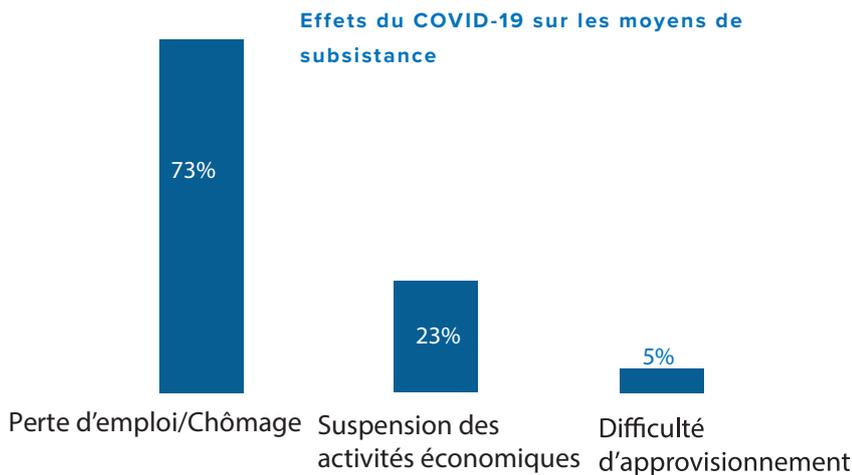
Note : 70% des réfugiés ont un besoin crucial en alimentation dû à une perte totale de revenus ; par contre, 23% de réfugiés ont des problèmes d'alimentation à cause de la baisse de leurs revenus. Seulement 8% des réfugiés estiment ne pas avoir de problème d'alimentation, il s'agit principalement des salariés dans le secteur formel et les micros-entrepreneurs qui détiennent de petites boutiques dans les marchés.

Graphique 5. Conséquence de la pandémie de COVID-19 sur l'alimentation des réfugiés



Note : Avant la pandémie de COVID-19, la moitié des réfugiés (50%) s'alimentaient 2 fois par jour, alors qu'ils sont 23% pendant la pandémie, soit une baisse de 27%. Seulement 28% des réfugiés s'alimentaient 1 fois par jour avant la pandémie contre un peu moins des trois quart (74%) des réfugiés pendant la pandémie, soit une augmentation de 46%. Il faut remarquer que pendant la pandémie, certains réfugiés (3%) n'ont pas de problème d'alimentation, ils arrivent à prendre 3 repas par jour.

Graphique 6. Effets de la pandémie de COVID-19 sur les moyens de subsistance



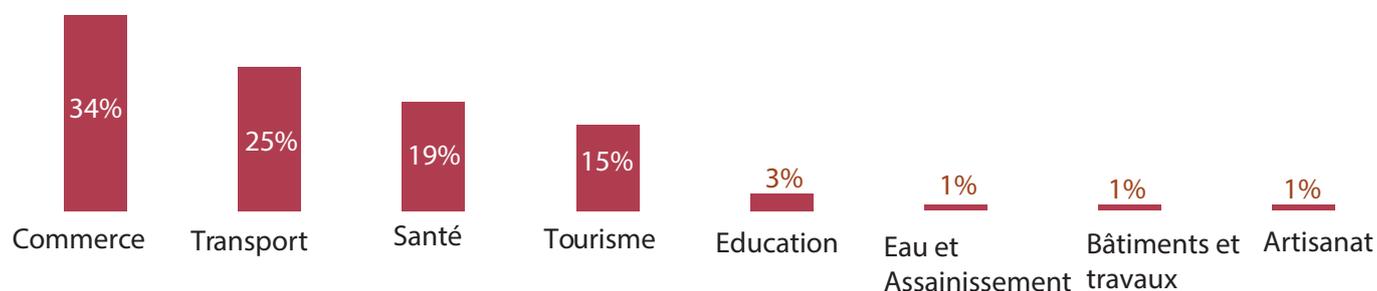
Note : Au début de la pandémie en raison des mesures de restrictions, 73% des réfugiés ont déjà perdu leurs emplois tandis que les activités de 23% d'entre eux ont été suspendues. 3% ont des problèmes d'approvisionnement dus à la hausse des prix des produits alimentaires allant de 25% à 50%.

La pandémie du COVID-19 a également des conséquences néfastes au niveau de l'accès aux services de base : éducation, santé, eau et assainissement. En ce qui concerne l'éducation, la quasi-totalité des enfants et étudiants sont restés à la maison. Selon les réfugiés, les possibilités de cours en ligne ou par la télévision ne sont pas encore fonctionnelles et, même si elles l'étaient, les réfugiés n'auraient pas les moyens pour en bénéficier.

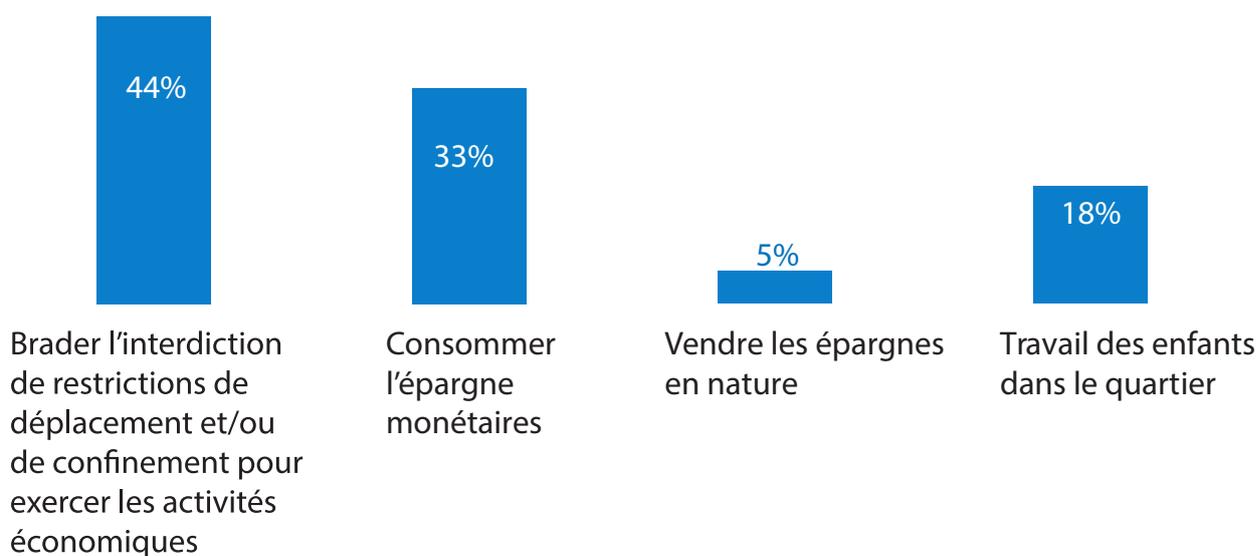
Les parents annoncent également l'augmentation des dépenses alimentaires de près de 40%. « Des fois je sors de la maison afin d'éviter d'entendre les cris et pleurs des enfants qui ont faim » a commenté un réfugié vivant à Yaoundé. Quant à l'accès aux soins de santé primaire, quelques réfugiés ont fait part de leurs inquiétudes, à savoir qu'ils ont été renvoyés par le corps médical qui leur demande de rester à la maison pour leur propre bien. Ceci a renforcé leurs pratiques d'automédication. Enfin, les infrastructures d'eau (puits à grand diamètre) existantes déjà très limitées dans les quartiers sont prises d'assaut par les utilisateurs grâce à une prise de conscience de l'importance de l'eau dans la prévention du coronavirus. Les réfugiés avaient donc l'habitude de boire l'eau des puits mais, avec la pandémie, la plupart s'orientent vers CAMEWATER ou achètent de l'eau minérale pour ceux qui en ont les moyens. Les secteurs les plus touchés sont par ordre de priorité : le commerce (34%), le transport (25%), la santé (19%), le tourisme (15%), l'éducation (3%).

Graphique 7. Secteurs les plus touchés par la pandémie de COVID-19

Fréquence des secteurs les plus touchés

**Graphique 8.** Stratégies de survie en cas de confinement total

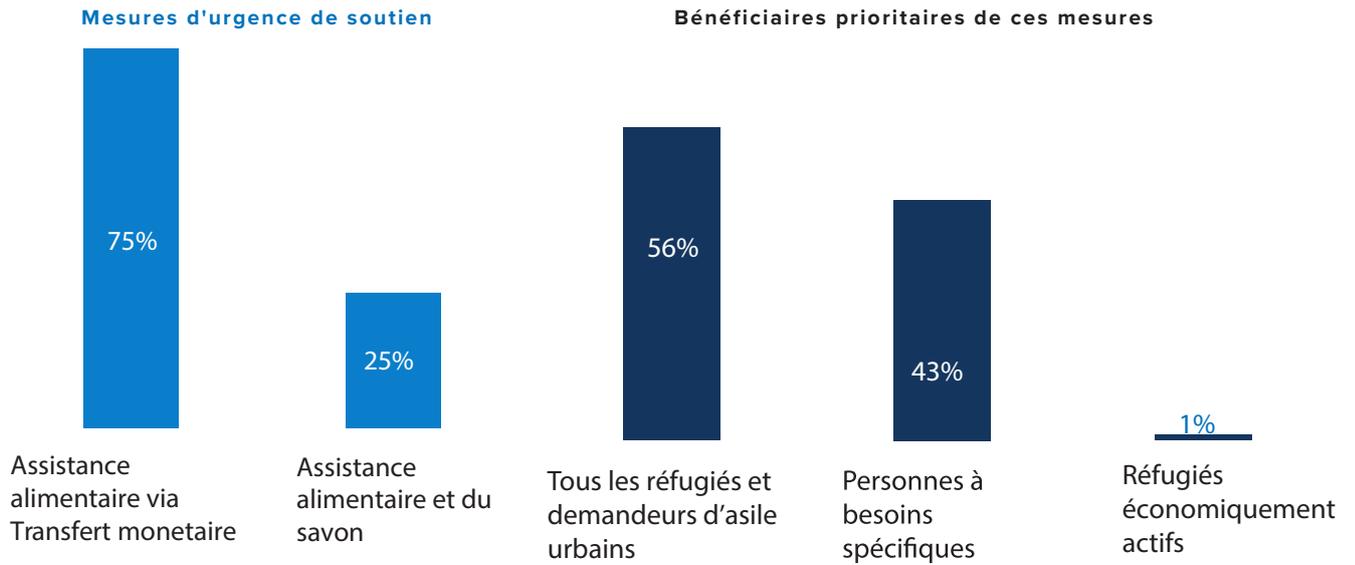
Fréquence des stratégies de survie en cas de confinement total

**Note :**

En cas de restrictions très limitées de déplacement voire le confinement total, 44% des réfugiés ont déclaré qu'ils ne vont pas respecter les restrictions de déplacement et/ou le confinement total car ils préfèrent mourir en quête de moyens de subsistance plutôt que de succomber à la maison à cause de la faim. Ils pensent porter des masques, sortir pour aller chercher de l'argent afin de subvenir aux besoins de leur famille. 33% d'entre eux déclarent consommer leur épargne monétaire et 5% comptent vendre les épargnes en nature. 18% des réfugiés pensent faire travailler leurs enfants dans les quartiers à proximité de leur maison pour des tâches journalières payantes.

Pour les autres réfugiés, ils pensent qu'ils vont respecter les mesures du Gouvernement, à savoir de rester à la maison car même au dehors il n'y aura aucune opportunité de travail, tout sera à l'arrêt. Certains également n'ayant aucune épargne, ni en espèces ni en nature, mentionnent que la seule option qui s'offre à eux est de rester à la maison pour y mourir de faim car ils n'envisagent aucunement de braver l'interdiction.

Graphique 9. Mesures d’urgence de soutien pour subvenir aux besoins de base

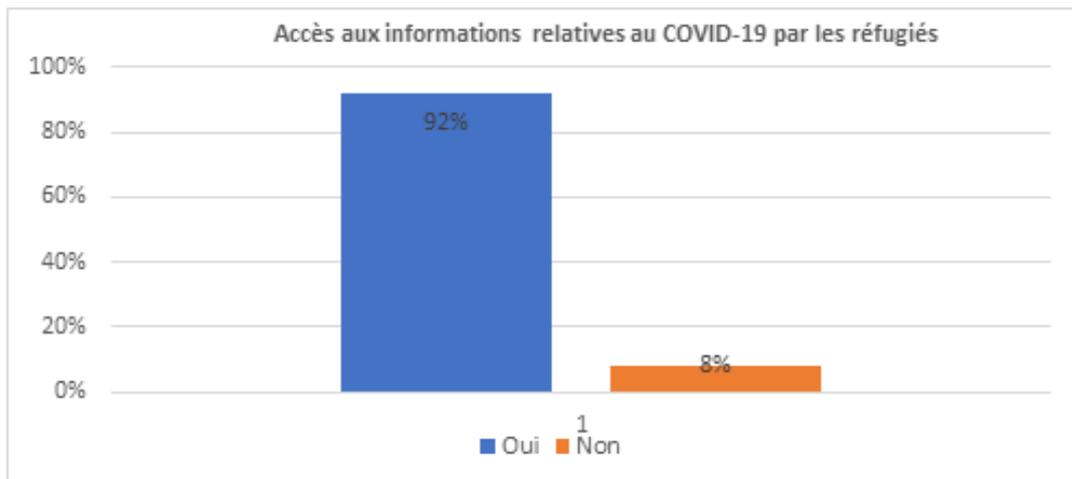


Note :

La majorité des réfugiés (75%) a sollicité une assistance alimentaire de trois mois via un transfert monétaire variant entre 30.000 à 60.000 XAF en vue de prendre en charge les besoins en alimentations, savons et autres matériels de prévention, en santé et au niveau du paiement de leur loyer. Par contre, les 25% restants ont demandé une distribution directe de vivres et de savons pour une période de trois mois. Certains réfugiés ont également sollicité des subventions pour démarrer ou renforcer leurs activités génératrices de revenus telles que le petit commerce de produits alimentaires à domicile, l’agriculture familiale urbaine et péri-urbaine.

Quant aux personnes qui devraient être prioritaires pour ces mesures d'urgence d'accompagnement, 56% des réfugiés ont proposé que tous les réfugiés et demandeurs d’asile en milieux urbains en bénéficient, contre 43% qui pensent qu’il faut prioriser les personnes ayant des besoins spécifiques. 1% des réfugiés ont lancé un cri d’alarme pour le renforcement de la résilience des réfugiés économiquement actifs.

Graphique 10. Accès des réfugiés aux informations relatives au COVID-19



Note :

La quasi-majorité des réfugiés (92%) disent être informés de l’évolution de la pandémie, principalement à travers la télévision, la radio, les famille et voisins et les réseaux sociaux.

Réponse multisectorielle

3.1. Protection sociale pour la satisfaction des besoins de base : alimentation, savon et autres NFI d'urgence.

Scenario 1 : Transfert unique en espèces de 30.000 XAF (10.000 x 3 = 30.000 XAF) à tous les 11,060 ménages réfugiés (4.089 à Douala et 6.971 à Yaoundé) pour une période de 3 mois. # 572.068,97 USD. Le montant de transfert mensuel de 10.000 C FA retenu s'aligne avec ce qui se fait avec les filets sociaux du HCR ainsi que le programme du Gouvernement en milieu rural.

Scenario 2 : Transfert unique en espèces de 60.000 XAF (20.000 x 3 = 60.000 XAF) à tous les 11,060 ménages réfugiés (4.089 à Douala et 6.971 à Yaoundé) pour une période de 3 mois. # 1,144,137.94 USD. Le montant de transfert mensuel de 20.000 C FA retenu pour les milieux urbains ne s'aligne pas sur ce qui est fait en milieu rural par les autres programmes.

Scenario 3 : Transfert unique en espèces de 60.000 XAF (20.000 x 3 = 60.000 XAF) à 4.246 personnes ayant des besoins spécifiques (1.523 à Douala et 2.723 à Yaoundé) qui sont vulnérables à ce choc pour une période de 3 mois. # 439,241 USD

3.2. Stratégie basée sur les Moyens de Subsistance en vue de protéger les actifs. Démarrer les activités de moyens de subsistance dès les premières phases de l'urgence sanitaire afin de permettre aux réfugiés de ne perdre pas leurs actifs

- A moyen terme, il s'agit de renforcer les capacités de résilience des réfugiés économiquement actifs dans les secteurs d'activités porteurs avec un système de marche encore fonctionnel. Cash Grant de 50.000 XAF à 1,414 femmes économiquement actives (499 à Douala et 915 à Yaoundé) pour renforcer leurs activités économiques à la maison. # 121,896 USD. Une deuxième phase d'enquête approfondie sera réalisée afin d'apporter une réponse adéquate à moyen terme à ceux qui sont économiquement actifs.
- Faire le plaidoyer auprès des institutions de microfinance dont entre autres Crédit du Sahel pour le rééchelonnement des remboursements des crédits pour ceux qui ont contracté des prêts.

3.3. Dans le secteur de la santé et du psychosocial

- Prise en charge totale de tous les réfugiés en matière de santé, un accent particulier devra être mis sur les malades chroniques et la santé mentale.
- Equiper et former les relais communautaires et les leaders réfugiés afin de faciliter les séances d'information

et de sensibilisation sur le terrain.

- Mettre en place une cellule d'écoute et de réponse psychosociale.
- Des mini-SOP ont été développés en collaboration avec Plan International afin de continuer à gérer les cas individuels de protection et d'apporter un appui psychosocial aux réfugiés et demandeurs d'asile en milieux urbains tout en respectant les mesures adoptées par le Gouvernement. Plusieurs cas de figure sont pris en compte, y compris la possibilité d'un confinement complet (dans une telle situation, un appui psycho-social continuera à être apporté à distance conformément aux directives développées dans le contexte du COVID-19 par le GBV AoR, l'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire, etc.).
- Mettre à la disposition des enfants des kits de dessins/ coloriage.

3.4. Dans le secteur de l'Education

- Le HCR prend une part active aux réunions extraordinaires du Groupe local des partenaires de l'éducation (LEG) présidé par le MINEDUB et du Groupe de travail de l'éducation en situations d'urgence présidé par UNICEF qui sont organisées depuis la fermeture des écoles et des universités afin de développer un plan de réponse national. Des plaidoyers sont faits pour que l'inclusion des enfants réfugiés dans les programmes nationaux d'éducation en ligne, par radio, par la télévision soit effective.
- Le HCR travaille actuellement à l'identification des besoins en matière d'éducation dans le contexte de la pandémie dans les zones/localités d'accueil des réfugiés au Cameroun - y compris les milieux urbains - afin de pouvoir soumettre dans les meilleurs délais une proposition de budget en veillant à ce que les activités proposées soient alignées sur le plan de réponse national.

Conclusion

Les principales conclusions de l'évaluation ont montré que 93% des réfugiés sont confronté à un problème pour couvrir leur besoins alimentaires quotidiens. Environ 46% des réfugiés vivent sous le seuil du salaire minimum du Cameroun, qui est de 36.270 XAF, applicable à tous les employés dans tous les secteurs ; 79% ont perdu leur emploi. Cela se traduit par une perte de revenus bruts de 590.000.000 XAF (983.333,33 USD) par mois. 18.745 ménages de réfugiés et de demandeurs d'asile à Yaoundé et Douala développent déjà un mécanisme d'adaptation négatif pour couvrir leurs besoins de base en nourriture, savons, etc. En effet, « ils préfèrent mourir dans un lieu de travail plutôt que de mourir chez eux de faim... ». Certains envoient leurs enfants loin de la maison pour un travail quotidien rémunéré. Les résultats de l'enquête ont permis d'identifier une priorité immédiate, un transfert unique en espèces de 30.000 XAF pour couvrir principalement la nourriture, les savons et autres articles hygiéniques pour tous les 11,060 ménages réfugiés en milieux urbains pour une période de 3 mois, tout en envisageant une approche de développement à long terme en travaillant en complémentarité avec d'autres acteurs humanitaires. Une initiative similaire de l'UNCT, l'équipe pays des Nations Unies (PNUD, OIT, UNICEF, HCR, CEA) aide actuellement le Cameroun à évaluer et à comprendre les effets socioéconomiques du COVID-19. Des plaidoyers sont faits pour que les réfugiés soient pris en compte dans le plan de riposte du Gouvernement.

Auteurs

HCR – Cameroun

1. Sere Yacouba – Snr Programme Officer
2. Yves Amoussougbo – Livelihood & Economic Inclusion Officer
3. Solange Bindang – Associate Livelihood & Economic Inclusion Officer
4. Leo Kortekaas – Snr Development Officer
5. Raissa Luchele Touraire – Snr Development Partnership Assistant
6. Amayel Sow – Cash-Based Intervention Officer
7. Jean-Luc Kramo – Information Management Officer
8. Nathalie Bussien – Protection Officer (Com. Based)
9. Aissa Helene Titi Mbas Ngan – Assistant Protection Officer (Com. Based)
10. Ruth Muto Ekwe – Snr Education Associate
11. Henri Daniel Ewane Ewane - Assistant Field/Protection Officer
12. Hermann Tiofoue Lontsi – Registration Assistant

Plan International - Cameroun

1. Sayang Collins – Programme Manager
2. Medjom Josephine – Chargée de la composante sociale
3. Kenneth Mbache – Livelihood Assistant